

Lyon, le 8 mars 2009

Chers et chères collègues,

Il nous paraît important de vous apporter quelques éclaircissements sur le mouvement de mobilisation de l'ENS-LSH, auquel nous participons depuis maintenant cinq semaines et dont vous avez peut-être des échos par vos anciens élèves.

Les étudiants, le personnel technique et administratif et les enseignants-chercheurs de l'École ont répondu massivement, dès le 2 février, à l'appel « L'Université s'arrête », lancé par « Sauvons l'Université », pour refuser un ensemble de réformes que notre ministère prétendait imposer sans négociations.

Parmi ces réformes, la presse n'a souvent retenu que la question du statut des enseignants-chercheurs, oblitérant par là les autres mesures. Celles-ci forment pourtant un ensemble cohérent obéissant à la même logique de sape de la recherche et de l'enseignement publics, qui s'applique de la maternelle à l'université, et de précarisation des personnels à tous les niveaux et dans tous les secteurs du service public.

La dernière assemblée générale (lundi 2 mars) a voté à l'unanimité la motion suivante :

« Les étudiants, personnels, enseignants et chercheurs de l'ENS LSH, réunis en Assemblée Générale, manifestent leur exaspération et leur colère vis-à-vis des pseudo-réponses du gouvernement aux revendications portées par tous les acteurs de l'Université : nouvelles régressions sur la question des concours et de la formation des enseignants du second degré, aucune avancée réelle sur le statut des enseignants-chercheurs, silence absolu sur le contrat doctoral unique, les suppressions de postes et le démantèlement des organismes de recherche publics. Ils s'élèvent également contre l'externalisation des tâches et la suppression des postes de BIATOSS. Ils remettent en cause toutes ces évolutions induites par la LRU dont ils demandent l'abrogation. Enfin, ils condamnent les récentes provocations de Valérie Pécresse et de Xavier Darcos.

Les étudiants, personnels, enseignants et chercheurs de l'ENS LSH appellent donc, plus que jamais, à poursuivre le mouvement jusqu'à la satisfaction des revendications. Ils appellent le monde de l'enseignement supérieur, ainsi que l'ensemble des acteurs de l'Éducation Nationale, à manifester en nombre à l'occasion de la journée d'action nationale du 5 mars ».

Parmi les revendications énoncées dans ce document, un certain nombre concernent directement l'avenir des futurs enseignants et chercheurs que nous contribuons, vous et nous, à former. La modification de la formation et du recrutement des enseignants du premier et second degré désignée par la formule « mastérisation des concours » prévoit une limitation de la part des savoirs disciplinaires dans la préparation au concours, la suppression pour les reçus de l'année de stage en alternance comme fonctionnaires-stagiaires, le risque à terme que la réussite au concours ne débouche pas sur l'obtention d'un poste (sur le modèle de la fonction publique territoriale) – une hypothèse qui est d'ores et déjà en préparation au ministère. Quant aux doctorants allocataires, le « contrat doctoral unique » leur donnera le statut d'employés de l'université, qui pourra à tout moment résilier leur contrat ou alourdir leur charge de cours. Le système dans sa globalité étend et aggrave la précarité et la déqualification qui touchent désormais les métiers d'enseignant, d'enseignant-chercheur et de chercheur, dégradant les conditions de l'élaboration et de la transmission des savoirs, ainsi que les bases de l'éducation dans une société qui a plus que jamais besoin d'un enseignement et d'une recherche de qualité.

Notre participation à l'action inter-universitaire s'articule à d'autres types d'interventions plus spécifiques, destinés à renforcer le mouvement et à sensibiliser le public à ses enjeux. Signalons par exemple l'organisation à l'extérieur de l'École de nombreux cours « hors les murs », de projections et d'ateliers de réflexion ouverts à tous, sur la nature et les enjeux des réformes et du

discours qui les soutient, ou encore sur le sens et l'utilité de nos pratiques d'enseignants et de chercheurs. Cet ensemble d'interventions illustre un mot d'ordre qui nous tient à cœur et donne toute sa valeur de résistance à la grève des enseignements : « L'université s'arrête, pas le savoir critique ! ».

Dans le contexte actuel, où les négociations ouvertes par le ministère laissent délibérément de côté une part essentielle de nos revendications, la manifestation de votre soutien aurait une signification tout à fait décisive et traduirait concrètement la solidarité des missions qui sont les nôtres.

La journée d'action et de manifestations du 11 mars se prête particulièrement à l'affirmation de cette solidarité, puisqu'elle doit réunir les enseignants et les divers acteurs de la vie scolaire et universitaire de la maternelle à l'université.

Dans l'espoir de vous voir à nos côtés pour cette nouvelle mobilisation, nous vous adressons, chers et chères collègues, notre salut le plus cordial.

Les enseignants-chercheurs et chercheurs du Comité de mobilisation,
dont, parmi d'autres (toutes les signatures n'ont pas pu être recueillies) :
Sarah Al-Matary, Raphaële Andrault, Pascale Barthélémy, Marie Bizais, Ronan de Calan,
Lucie Chataigne, Romain Descendre, François Dumasy, Stéphane Frioux, Henri Garric,
Jean-Marie Gleize, Florence Jaillet, Michel Jourde, Delphine Kolesnik, Florence Lotterie,
Pierre Merklé, Pierre-François Moreau, Igor Moullier, Anne Pellois, Emmanuel Renault, Michèle
Rosellini, Anne Sauvagnargues, Fabienne Tanon, Cécile Van den Avenne, Noura Wedell,
David Wittmann, Jean-Claude Zancarini